

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi 26
novembre 1976

No 574

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Nantes

25 éducateurs licenciés

On se souvient de l'affaire de l'éducateur de Nantes poursuivi pour « incitation de mineurs à la débauche ».

Il s'agissait en fait d'un prétexte saisi pour s'attaquer aux éducateurs des CAE (Centres d'Action Educative) et, plus généralement, aux travailleurs sociaux dont la bourgeoisie ne peut tolérer qu'ils refusent de servir docilement le capitalisme et au contraire le combattent.

Après avoir fait appel de la condamnation prononcée à Nantes contre l'éducateur Léon Éanoé, et jugée insuffisante (4 mois de prison avec sursis !), la bourgeoisie tente maintenant une opération de liquidation complète des CAE à Nantes.

La mobilisation prévue pour le procès à Rennes, le 15 décembre, doit s'amplifier à la mesure du coup porté et se coordonner à celle nécessaire pour d'autres affaires de répression dans

cette région (étudiants de Nantes, paysans de Cheix en Retz, etc.) et plus largement.

Que ce soit dans ces cas là, ou face aux habitants des foyers Sonacotra, ou aux travailleurs des chantiers Léon Grosse, ou à ceux des Caisse d'Épargne, l'État au service du capital use de la répression à outrance et oppose le mur du refus à toute revendication.

Dans cette situation, la bourgeoisie de « gauche » construit en hâte d'autres barrages et d'autres digues pour contenir et détourner la vague montante des luttes qu'elle cherche toujours à canaliser vers les « actions » du style de celles qui se sont multipliées ces derniers temps : journées d'action de tout poil, servant de tribune et de caravane publicitaire aux chantiers du programme commun et dont les travailleurs se détournent de plus en plus.

(suite p. 3)

A REGIME SCELERAT LOIS SCELERATES

La bourgeoisie ressort un projet datant de quelques mois et qui avait été provisoirement mis au tiroir, compte tenu du tollé général qu'il avait soulevé et de quelques espoirs nés dans les salons bourgeois de voir enfin le « bout du tunnel ».

Mais la crise continue et le plan Barre n'a pas fait illusion un seul mois !

La longue campagne électorale commencée ces semaines n'endort guère mieux le

peuple travailleur qui engage la lutte sur de multiples fronts.

Reste la matraque... En l'occurrence 3 lois destinées selon leurs promoteurs à combattre plus efficacement le « banditisme ».

Qu'on en juge :
— droit pour gendarmes et officiers de police judiciaire de visite des véhicules et de leur contenu ; Application évidente aux transporteurs de tracts, affiches révolutionnaires... et même rien du tout (comme pour notre camarade Romain Le Gal).

Au besoin, sans témoin, une arme ou un explosif quelconque peut être glissé dans votre voiture et vous vous retrouvez en prison, pour longtemps car la 2e loi prévoit un renforcement des peines pour port et transport d'armes : de 2 à 5 ans au lieu de 1 à 3 ans.

— 2 à 5 ans également pour usage d'uniformes,

d'insignes ou documents de la police ou de la gendarmerie ;

— quoi de plus facile à la police (qui dispose abondamment de tout cela !) pour monter l'importation de quelconque provocation !

Quant aux bandits soit disant visés, leurs liens ne peuvent plus être étroits avec l'appareil policier et politique de l'État Capitaliste leur permettent de mener « leurs affaires » au grand jour (si l'on peut ainsi parler des égouts de Nice... et des allées du capitalisme pourri).

Deux lois ont été retirées du projet initial, dont celle permettant de poursuivre « l'intention de commettre un délit » (regroupement en vue d'une action « délictueuse »... comme par exemple le renversement violent de l'État Capitaliste !). On peut parier qu'elle ne tardera pas beaucoup à sortir de son tiroir.

Le patronat et le gouvernement mettent au point le blocage des salaires

Le plan Barre, déjà, sous-entendait une politique de l'État conjointe à celle du patronat visant au blocage de fait des salaires. Aujourd'hui ce plan vient d'être précisé avec une circulaire d'Yvon Chotard, No 2 du CNPF, envoyée à toutes les organisations professionnelles. Ces nouvelles mesures de contrainte à l'encontre de la classe ouvrière et de la masse des salariés est tout à fait liée aux déclarations de Beullac, ministre du « Travail », suivant lesquelles « il ne fallait pas s'opposer aux compressions d'effectifs

quand elles se révélaient indispensables ».

Dans cette circulaire du CNPF, les directives aux chefs d'entreprises sont très claires : les salaires ne devront pas dépasser l'augmentation du coût de la vie (indice truqué de l'INSEE) ; ils ne devront pas augmenter à intervalles trop rapprochés.

Cette politique est justifiée par la vieille « théorie » patronale, comme quoi l'inflation a sa source dans l'augmentation trop rapide des salaires. Or, on sait l'absurdité d'une telle théorie puisque l'inflation n'a d'autres

Liban : Les provocations sionistes se multiplient

Alors que les « cisques verts » consolident leurs positions dans l'ensemble du Liban, chaleureusement accueillis par les populations libanaise et palestinienne, qui refusaient la guerre criminelle qui leur était imposée, l'attention se porte sur la frontière sud du pays, objet de provocations incessantes de la part des autoritarismes sionistes d'Israël.

Le bourg libanais de Bint Jbeil a subi mardi un pilonnage d'artillerie qui a fait 2 morts et 4 blessés. Une tentative de pénétration des troupes sionistes a également eu lieu près du village frontalier Kfar Chouba.

Israël qui, tous ces derniers mois, se réjouissait de voir les peuples libanais, arabes et palestinien divisés, s'inquiète à juste titre de la nouvelle solidarité qui les rassemble pour soutenir la légitime cause de libération nationale du peuple palestinien.

Alors que l'État sioniste vient une nouvelle fois d'être condamné par l'Assemblée générale de l'ONU qui, par 90 voix contre 16 et 30 abstentions, a approuvé les recommandations tendant à l'évacuation totale des territoires arabes occupés d'ici le 1er juin 1977, il peut fort bien être tenté par une nouvelle aventure contre les peuples arabes et palestinien, encouragé en sous-main par l'une comme par l'autre super-puissance. Mais c'est au devant de nouvelles défaites encore plus écrasantes qu'ils volent ainsi.

Roumanie

Nouvelles déceptions pour Brejnev

Décidément les nouveaux tsars du Kremlin s'agitent beaucoup hors de leurs frontières ces temps-ci. Après la Yougoslavie, c'est en ce moment même en Roumanie que Brejnev est en train de protester de la pureté de ses intentions à l'égard des pays voisins de l'URSS en proposant « aide » et « coopération » accrues dans le cadre de l'« internationalisme prolétarien » ; ce même « internationalisme prolétarien » au nom duquel les chars russes sont entrés à Prague il y a 8 ans, et y demeurent encore aujourd'hui.

De sa première visite en Roumanie, qui n'a pas reçu de personnalité soviétique de ce niveau depuis plus de dix ans, Brejnev espère sans

doute retirer un butin plus important que celui qui ressort de son récent voyage à Belgrade. Il avait à peine tourné les talons en effet que l'agence yougoslave « Tan-young » publiait un rapport de la présidence yougoslave précisant avec une belle clarté que : « En raison de l'importante position géo-stratégique de la Yougoslavie et des ambitions des forces pour lesquelles les caractéristiques fondamentales de la politique intérieure et extérieure yougoslave sont inacceptables, de nouvelles pressions et tentatives d'ingérences sont à prévoir. » C'est pourquoi, poursuit le rapport, la Yougoslavie doit être en mesure de se défendre seule et de « repousser

et détruire en cas de nécessité toute agression ». La Yougoslavie réaffirme ainsi très nettement et sans ambiguïté sa vigilance extrême après les paroles mielleuses abondamment dispensées par Brejnev.

C'est une semblable volonté d'indépendance qui anime le gouvernement roumain. Certes les difficultés économiques qu'il rencontre, dues à la crise du système capitaliste occidental et au pillage du social-impérialisme russe, l'obligent à lâcher un peu de lest vis-à-vis de Moscou. Sa dette extérieure qui s'élève aujourd'hui à 2 milliards 800 millions de dollars grève en effet lourdement le développement économique du pays. (Suite page 2)

sources que dans la planche à billets de la Banque de France, servant à maintenir les profits patronaux.

La véritable raison de cette politique n'est pas la prétendue lutte contre l'inflation. Elle est dans l'accroissement des rivalités et de la concurrence entre les monopoles capitalistes des divers pays impérialistes.

Un des problèmes qui se pose, en effet, aux monopoles est la réduction de ce que les patrons appellent les « coûts de production ».

(Suite page 3)

Roumanie

NOUVELLES DECEPTIONS POUR BREJNEV

Suite de la page 1

Mais, dans ses toasts successifs, le président Ceaucescu a rappelé avec fermeté les options fondamentales de la politique extérieure roumaine : coopération avec « tous les pays du monde », égalité en droits, respect de l'indépendance et de la souveraineté nationales, non ingérence dans les affaires intérieures et avantages mutuels.

Bien que la réunion de l'organe suprême du pacte agressif de Varsovie se tienne ces jours-ci à Bucarest, il semble assuré que la Roumanie maintiendra à l'égard de cet organisme la même attitude.

Depuis l'intervention des troupes du pacte de Varsovie, dirigé par l'URSS, en Tchécoslovaquie - à laquelle elle a refusé de prendre part - la Roumanie, qui n'héberge aucun contingent soviétique, a fait dépendre d'un vote du parlement l'entrée sur son territoire de forces étrangères. Elle n'a jamais participé, autrement que de manière symbolique, aux manœuvres organisées dans d'autres pays, et aucune manœuvre commune n'a lieu à l'intérieur de ses frontières.

Alors que Brejnev a lourdement insisté, dès son premier toast, sur l'actuelle réunion du pacte de Varsovie, comme devant « apporter une nouvelle et importante contribution à la cause du renforcement de la paix en Europe et dans le monde », à aucun moment le président roumain, qui réclame par ailleurs la dissolution simultanée du pacte de l'OTAN et de celui de Varsovie, ne l'a mentionné dans sa réponse.

Au moment même où Brejnev mettait le pied en Roumanie, la revue « Era socialista », organe du Comité central du Parti communiste roumain, publiait un article intitulé : « La souveraineté et le nouvel ordre mondial », soulignant que chaque pays a le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour défendre sa souveraineté et la nécessité d'éliminer toutes les attitudes de diktat et d'intimidation. L'article souligne notamment : « le recours à la force et à la menace armée, l'intervention dans les affaires intérieures d'autrui, le recours aux décrets et aux pressions de toutes sortes

sont des phénomènes hérités de l'ordre ancien qu'il nous faut éliminer. »

Enfin, deux désagréables surprises attendaient Brejnev à son arrivée à Bucarest. Quelques heures avant de l'accueillir, le président roumain s'entretenait avec un autre invité : Elliot Richardson, secrétaire au commerce américain qui avait signé la veille un accord de commerce avec la Roumanie valable pour dix ans et d'un montant d'un milliard de dollars. Il réaffirmait ainsi son indépendance vis à vis de Moscou qui se traduit aussi par un

refus très net de toute intégration économique au sein du Comecon.

Et surtout, l'annonce qu'au même moment le vice ministre de la défense nationale de Roumanie effectuait une visite en République populaire de Chine, confirmant ainsi la chaleureuse amitié qui unit les deux pays.

Deux camouflets que Brejnev n'est pas prêt d'oublier et qui témoignent qu'en dépit de ses menaces et de ses flatteries alternatives, le peuple roumain est fermement décidé à tenir tête à ses ambitions.

ONU

Le soutien de l'Afrique à l'indépendance de Djibouti

27 pays africains, dont l'Éthiopie et la Somalie ont présenté mercredi à la commission de décolonisation de l'assemblée générale des nations unies un projet de résolution qui représente une véritable charte de l'acheminement de la « Côte française des Somalis » (le

terme « Territoire des Afars et des Issas » n'a pas été retenu par les auteurs du projet) vers l'indépendance et l'appartenance à l'OUA et à l'ONU.

Aux termes du projet de résolution, l'assemblée générale demande au gouvernement français de considérer les résultats du référendum dans sa totalité, respectant ainsi l'intégralité territoriale « du futur Etat ». Le texte stipule que l'assemblée générale « exige que le gouvernement français retire sans délai ses forces militaires du territoire. Le projet de résolution des 27 pays africains déclare que l'assemblée générale « fait siennes toutes les résolutions adoptées par l'organisation de l'Unité africaine sur la question de la "Côte française des Somalis" (Djibouti) ».

Guide des films anti-impérialistes

Par
Guy Hennebelle



• 300 films répertoriés
• 150 films analysés
• une foule d'adresses

1976

E-100

Editions du Centenaire
26, rue Philippe-de-Girard
75010-Paris Tel. : 202 87 05

Les fascistes thaïlandais agressent le Kampuchea

Depuis dimanche, l'armée des dirigeants fascistes thaïlandais se livre à une agression armée contre le territoire de la République démocratique du Kampuchea, à la frontière sud-est de la région thaïlandaise de Trat.

Cette agression fait suite à des provocations verbales qu'avaient déjà lancées les fantoches thaïlandais contre le Laos et le Vietnam. A ce sujet, le « Sieng Pasason » organe officiel du gouvernement Lao dément les allégations provocatrices des fascistes Thai concernant la création d'un gouvernement Thai en exil à Vientiane d'une part et d'autre part l'existence d'un pseudo « Front de libération populaire Lao ». « Ce sont des arguments calomnieux et mensongers diffusés par les militaristes Thai qui cherchent à dissimuler leurs crimes contre le peuple Thai après leur coup d'état fasciste » poursuit Sieng-Pasason.

Après les défaites cuisantes qu'ils ont subies au Vietnam, au Kampuchea et au Laos, les impérialistes Yankee essayent de se servir de la clique fasciste qu'ils ont mis au pouvoir en Thaïlande comme point d'appui pour s'opposer à la juste lutte des peuples indochinois mais c'est compter sans la puissance révolutionnaire du peuple thai qui, comme ses voisins, saura vaincre les prions de l'impérialisme US.

Le Panama exige le recouvrement de sa souveraineté sur la zone du canal

Selon une information en provenance de Panama, Omar Torrijos, chef du gouvernement panamien a déclaré le 20 novembre à Cartagena, en Colombie : « L'enclave coloniale qu'est la zone du canal de Panama devra être extirpée en 1977 » parce que le colonialisme n'est pas un acte légal.

Il a ajouté que dans cette lutte du peuple panamien pour la souveraineté, le soutien donné par la Colombie n'est assorti d'aucune condition.

Le 18 novembre, à l'occasion du 73e anniversaire de la signature du traité illégal accordant aux États-Unis le droit d'occuper le canal de Panama, les étudiants de tout le pays ont organisé des réunions pour condamner ce traité.

Prenant la parole à un meeting tenu à Panama avec la participation de plusieurs milliers d'étudiants, le ministre panamien des Affaires étrangères Aquilino Boyd a qualifié ce traité de « document illégal qui ne doit pas survivre plus longtemps ».

Pékin : Le camarade Keng Piao fête la délégation des communistes marxistes léninistes de France

L'Agence Chine nouvelle a publié l'information suivante, saluant l'arrivée à Pékin de la délégation des Communistes marxistes-léninistes de France conduite par le camarade Jacques Jurquet, directeur politique de notre journal : « Keng Piao, membre du Comité central du Parti communiste chinois et chef du département de liaison internationale du Comité central du Parti communiste chinois, a offert un banquet en l'honneur de la délégation des Communistes marxistes-léninistes de France, conduite par le camarade Jacques Jurquet.

Le banquet s'est déroulé dans une ambiance de cordialité et d'amitié marquées par la camaraderie. Étaient présents à cette occasion, Feng Hsuan, membre du Comité central du PCC et chef adjoint dudit département, et des responsables des milieux concernés.

La délégation était arrivée à Pékin par avion pour une visite d'amitié en Chine, à l'invitation du Comité central du PCC. A l'aéroport, elle a été chaleureusement saluée par les camarades Keng Piao et Feng Hsuan. »

Communiqué de protestation de l'Union des étudiants iraniens en France (CISNU)

(extraits)

Les étudiants iraniens, par leur vigilance et leur lutte incessante ont pu briser les complots de la Savak. Cette dernière furieuse de l'échec scandaleux de ses manœuvres, se lance aujourd'hui dans de nouvelles attaques. Actuellement en Allemagne, Réza Mohajer risque d'être expulsé par la police ; en France la Savak, en collaboration avec la police française, prend prétexte de l'attentat contre Keykavoussi, agent notoire de la Savak, pour attaquer le mouvement étudiant iranien. Ainsi 2 étudiants iraniens, Mohammad Réza Takbiri et Nader Oskoui ont été arrêtés à leur domicile, et inculpés le 5 novembre ; 4 autres ont été expulsés sans aucune raison et en dépit des principes les plus élémentaires des droits de l'Homme. Plusieurs sont poursuivis et soumis à la pression par la police dans différentes villes, Paris, Grenoble, Strasbourg...

Le but de cette nouvelle campagne d'arrestations et de répression est d'étouffer la voix de la jeunesse étudiante patriote et antifasciste iranienne à l'étranger, et de frapper ses organisations démocratiques.

Nous dénonçons vivement cette collaboration de la police française avec la

Savak et appelons toutes les organisations progressistes et personnes éprises de liberté de s'élever contre cette mesure répressive.

Hier on a voulu frapper les progressistes espagnols, africains... aujourd'hui on s'acharne à étouffer la voix des démocrates et antifascistes iraniens, et demain n'essaiera-t-on pas d'abolir les droits démocratiques les plus élémentaires du peuple français lui-même.

Nous demandons :
- La liberté des 2 étudiants iraniens
- Le retour des 4 étudiants expulsés
- L'arrêt immédiat des poursuites des étudiants iraniens par la police.
Condamnons ensemble la collaboration de la police française avec la Savak contre les étudiants combattifs iraniens
Vive la solidarité du peuple français et du peuple iranien

DERNIERE NOUVELLE :

Un militant de l'UEIF (Union des étudiants iraniens en France) vient d'être arrêté à Grenoble pour avoir participé à la campagne de protestation contre les mesures arbitraires de la police française.

nouvelles intérieures

Les écoreuils descendent dans la rue

Suite de la p. 1.

Le conseil d'administration de la caisse d'épargne de Paris vient, dans un bref communiqué, de «reje-ter d'une manière définitive l'ensemble des points du cahier de revendications» des grévistes, «considérant qu'il n'est porté aucune atteinte aux droits acquis du personnel».

Pour riposter à cette nouvelle provocation du pouvoir et de ses banquiers, les «écoreuils» en lutte devaient se retrouver ce jeudi matin pour manifester devant l'hôtel Lutetia à Paris où doit se tenir l'Assemblée générale de l'Union nationale des caisses d'épargne de France. La grève entamée le 6 octobre à Paris avait été reconduite hier matin par 790 voix contre 8.

Lettre ouverte de travailleurs dénonçant la fausse gauche

Dans notre édition d'hier, nous avons indiqué comment les travailleurs qui constituaient l'Association syndicale des familles du canton de Giromagny ont demandé des comptes aux responsables CGT de l'usine Peugeot de Sochaux. Faits à l'appui, les travailleurs de l'ASF, dont de nombreux sont ouvriers chez Peugeot, accusent en effet les dirigeants CGT d'avoir détourné au moins 5 000 F qui provenaient d'une collecte qui était destinée aux ouvriers de Peugeot-Beaulieu alors en grève.

L'ex-ASF du canton de Giromagny a fait un travail considérable depuis sa création en 1972. Tous les travailleurs peuvent le constater.

Nous sortions effectivement des schémas traditionnels du syndicalisme et c'est pourquoi la gauche — partis et ses syndicats — nous a déclaré illégale !

L'ex-ASF du canton de Giromagny a reçu un torchon-fesse le 27/10/1976, émanant de l'Association départementale de Belfort : celle-ci nous fait une mise en demeure de changer de

sigle ! — La gauche surpasse la droite !

VOICI NOTRE REPONSE :

— 1) L'ex-ASF du canton de Giromagny et les travailleurs de ce canton sont scandalisés par l'attitude de certains dirigeants des partis et syndicats de Sochaux :

ceux-ci, voyant les prochaines échéances électorales ne reculent devant rien et cautionnent le volait sur les travailleurs de Sochaux par des irresponsables de la CGT ainsi que l'escroquerie faite sur les travailleurs de Beaulieu.

— 2) L'ex-ASF du can-

ton de Giromagny est déclarée légale depuis le 14 juin 1972 au Journal Officiel et le 27/10/1976 des membres des ASF la déclarent illégale.

— 3) Nous refusons d'être à la remorque des partis et syndicats ; et cela ne plait pas aux politiciens syndicaux !

— 4) Nous réaffirmons nos accusations du 15/10/1976 à savoir que la CGT de Sochaux a subtilisé aux travailleurs de Beaulieu 5 000 F : six mois après le conflit cette somme n'a pas encore été restituée et d'après cer-

Pour tenter de les faire taire, les responsables révisionnistes qui contrôlent la direction départementale de l'ASF ont exclu l'Association de Giromagny. Celle-ci, qui regroupe 150 familles ouvrières, s'est depuis transformée en une nouvelle association «La sociale» qui poursuit le combat pour que la vérité se fasse sur cette affaire.

Voici de larges extraits de la lettre ouverte que l'ex-bureau de l'ASF a publié le 5 novembre en réponse à cette exclusion.

taines sources aurait été bloquée à la Cité Peugeot.

De sources officielles dans un tract CGT adressé aux militants de Beaulieu, l'équivalent de 5 000 F aurait été utilisé à la fabrication de tracts sur les Cycles : la destination de cette collecte qui aurait dû revenir aux grévistes aurait ainsi servi les intérêts des boutiques syndicales au lieu des intérêts des travailleurs !

Nous dénonçons par ailleurs l'attitude de la CFDT et ses positions qui n'a fait que couvrir, dans des buts électoraux, la CGT (Union oblige !).

— 5) Face aux méthodes de certains responsables dirigeants ASF, nous avons la certitude actuellement que ceux-ci et leurs complices politiques et syndicaux n'ont que des leçons à donner aux fascistes de la CFT.

— 6) Leur complot ne passa pas inaperçu, car avant cette fameuse lettre du 27/10/1976, des militants syndicalistes nous avertirent du honteux marchandage en cours.

— 7) Dans notre lettre du 15/10/1976, nous avons dit à l'ASF de Belfort ce que nous pensions de leurs méthodes de travail : il est confirmé qu'ils ne sont que des valets et gérants du système capitaliste !

— 8) Ces beaux parleurs ne luttent pas pour le socialisme mais se prostituent

au Programme commun et aux partis politiques de la Gauche : ils espèrent par là avoir de bonnes places et quelques strapontins au pouvoir ; ils espèrent faire travailler les ouvriers au nom des mirages d'un programme bourgeois de Gauche !

— 9) Le complot d'une certaine Union de la Gauche et de certaines ASF, ne peut servir que le patronat, l'Etat capitaliste et ses valets où se sont échoués les futurs grands dirigeants des soi-disant travailleurs !

(En ce qui concerne Sochaux : des livres ne suffisent plus à relater leurs exploits ; des exemples... *En 1972, la CFDT avait des déficits de trésorerie de 10 000 F expliqués en assemblée générale par une perte de timbres !

* Quant à la CGT, ses méthodes sont tellement courantes que nous n'aurions pas assez de place pour elle !

* Par contre, lorsque des travailleurs organisent des tombolas de soutien à Lip, ils furent taxés de voleurs (voir le tract CFDT et CGT du 29/6/1973 et l'Est-Républicain du 30/6/1973) ! Nous sommes bien placés pour savoir que ce ne sont là que pures calomnies, que tous les comptes furent mis sur la place publique et soumis au contrôle des travailleurs : les syndicats qui nous ont accusé peuvent-ils en faire autant ?

Le patronat et le gouvernement mettent au point le blocage des salaires

Suite de la p. 1.

Ces «coûts» permettent aux différents monopoles d'être plus «compétitifs» sur le marché mondial ; et cela est très important dans une période où l'origine principale de la crise est dans la «surproduction». Or, ces coûts, on le sait, sont composés de deux choses :

1) les matières premières, les machines, bâtiments et terrains

2) le prix de la force de travail ouvrier. Les coûts No1 ne cessent de grimper, et il est impossible à la bourgeoisie monopoliste d'enrayer ces augmentations, notamment parce qu'une partie provient du marché des matières premières que l'impérialisme ne domine plus comme avant. Les coûts No2 se traduisent par la masse salariale. Faire pression sur la masse salariale augmente d'autant la plus-value capitaliste et les profits.

Voilà le fond de la politique monopoliste et de l'Etat.

En Allemagne, l'Etat monopoliste a obtenu avec les syndicats qui sont intégrés à son appareil, un accord suivant lequel la masse salariale n'augmenterait pas plus de 6 % en 1977 (de nouvelles pressions patronales ont lieu actuellement pour arriver à baisser ce pourcentage). Mais en France, l'augmentation de la masse salariale sera proche en 1977 de

16 %, soit 10 % de plus qu'en Allemagne fédérale. Le résultat est simple à comprendre : les monopoles ouest-allemands ont des produits finis plus compétitifs que les monopoles français.

IL Y AURA UN GRAND PATRONAT QUI CONTINUERA À JOUER SON RÔLE



Les exportations et donc les débouchés sont plus assurés pour ceux de la RFA. La monnaie des pays capitalistes qui est étroitement liée à la production et à l'écoulement des stocks est donc bien plus «solide» en RFA qu'en France.

L'objectif du patronat et de l'Etat français est donc de réduire relativement la masse salariale des 16 % estimés en 1977 à 7 ou 8 %. Ce qui permettrait deux

choses : 1) écouler les marchandises à l'étranger car elles seraient moins chères 2) augmenter les profits.

C'est pourquoi le plan Barre avait prévu que l'aug-

ment des salaires — Barre a dû donner des consignes : contrôles fiscaux, de prix, restrictions de crédit, révisions de commandes publiques, etc. Barre veut donner l'exemple, quitte à se mettre à dos les bonzes de FO qui revendiquent un meilleur partage du gâteau.

Voilà autant de faits qui démontrent la volonté du patronat et de l'Etat monopoliste de faire payer à la classe ouvrière et à l'ensemble des salariés la crise de leur économie. Cela montre clairement, que les nationalisations et autres «mesures» du Programme de l'Union de la gauche sont tout à fait incapables de défendre les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière et des masses populaires, mais qu'au contraire, elles ne sont que de nouvelles mesures monopolistes renforçant le pouvoir de l'Etat dans l'économie capitaliste de notre pays et donc l'exploitation ouvrière et populaire. Comme le disait un membre du Bureau politique du Comité central du PCF, Fiterman, dans une déclaration récente, avec le Programme commun «Il y aura un grand patronat qui continuera à jouer son rôle». Et ce rôle-là, les ouvriers le connaissent bien, et c'est pourquoi, de plus en plus nombreux, ils rejettent les mystifications révisionnistes et engagent le combat «classe contre classe».

mentation théorique des prix ne serait en 77 que de 6,5 %. Cela en fait signifiait que la baisse réelle de la masse salariale en 77 devrait atteindre au mieux 9,5 %, puisqu'il est clair que les prix, eux augmentent en réalité en moyenne de 16 %.

On comprend donc les consignes de Chotard et celles de l'Etat en ce qui concerne l'administration et les secteurs nationalisés. Pour ces dernières — environ 150

Nantes 25 éducateurs licenciés

Suite de la page 1

C'est pourquoi le verbe se durcit (voir Séguy au Congrès de la métallurgie à St Etienne).

On peut s'attendre à ce que ces jours prochains, pour faire plus «dur», soient encouragés quelques jets de pierre sur la façade du «pouvoir giscardien».

Ces bourgeois du gauche n'hésitent pas non plus à participer directement à la répression, comme on en a eu la preuve à bien des occasions : depuis la lutte des étudiants de Nantes jusqu'à

celle des grévistes des foyers Sonacotra.

Face à la répression, face au capital, face à la bourgeoisie de droite ou de gauche, la seule réponse, c'est l'action révolutionnaire de masse !

Nous publierons dans notre édition de samedi 27 de longs extraits du texte d'appel des comités de soutien pour le procès à Rennes le 15 décembre.

(voir page 6 l'annonce du meeting du comité de soutien de Rennes.)

AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS
ACHETEZ TOUJOURS
L'HUMANITÉ ROUGE
DANS LE MEME KIOSQUE



DES JOURNEES D'ACTION CONTESTEES (1)

Les prises de position par rapport aux fameuses journées nationales «d'action» se font chaque jour un peu plus critiques. Après le 7 octobre, le 23, puis les journées par corporation (métallurgie, santé, PTT...) qu'est-ce qu'il en sort de bon pour les travailleurs ?

Du vent ! Un ras-le-bol qui se généralise, car il apparaît de plus en plus évident que ce

Santé

La Fédération nationale CFDT des services de Santé et des Services sociaux vient de refuser les actions catégorielles de division de la CGT et de participer à la journée «d'action» du 24 novembre. Ce jour-là étant comme par hasard celui du débat au budget de la santé au sénat (1) Les autres journées dans les autres secteurs sont également situées dans le même cadre !

La Fédération Santé a déclaré : «Cette proposition ne nous a pas paru pouvoir assurer une étape montante dans l'action. Il est de même à craindre que ce type d'initiative ne soit qu'une illusion trompeuse, laissant penser que quelque chose se passe alors que rien ne peut déboucher d'actions de ce type».

PTT

A l'Institut national des cadres administratifs des PTT (centre de formation des inspecteurs élèves PTT) à Evry (dans l'Essonne), la plupart des inspecteurs élèves (INE) ont également pris position. Ils ont diffusé leur point de vue dans un tract, en voici l'essentiel.

La proposition de grève des fédérations CGT et CFDT des PTT pour le 19 novembre s'inscrit dans le cadre d'une campagne menée auprès des parlementaires qui voteront le budget PTT le 19 novembre : délégations auprès des parlementaires les 4 et 5 novem-

bre, grève le 19. En fait, la satisfaction de nos revendications ne dépend pas du vote d'une assemblée nationale entièrement acquise au gouvernement, mais de notre force face à ce dernier.

C'est pourquoi la commission INE de la section CFDT de l'INCA, constatant que la majorité des INE n'est ni mobilisée sur l'objectif proposé ni sur le catalogue revendicatif qui lui est associé considère que l'efficacité de cette action est contestable et que seules les actions de masse sont susceptibles d'aboutir en assemblée générale :

— Quelles augmentations de salaire revendiquons-nous ? Des augmentations égales pour tous ou hiérarchisées ? Que signifie la remise en ordre des catégories (une augmentation hiérarchisée qui se cache ?)

— Est-ce que le droit de «vivre et travailler au pays» n'est pas l'une de nos premières préoccupations ?

Au plan local, le 5 novembre, une assemblée générale s'est prononcée pour la suppression de la note administrative au cours de la formation, et une pétition des INCA de Toulouse et d'Evry a été déposée. Attendons-nous la réponse les bras croisés et permettons-nous plus longtemps que cette note administrative se fonde sur la notation du contrôle des connaissances ?

C'est tous ensemble qu'il convient de déterminer les moyens à employer pour faire reculer l'administration et la grève du 19 ne nous semble pas adéquate.

La majorité des INE du cours Télécommunications, logés à l'INCA, ont pris l'excellente initiative de re-

n'est pas ainsi que la classe ouvrière mettra en échec les plans de la bourgeoisie. Nous portons à la connaissance de nos lecteurs divers témoignages envoyés par nos correspondants en différents endroits, qui témoignent d'une radicalisation des prises de position, d'un refus de plus en plus catégorique des manœuvres de récupération de la fausse gauche.

fuser de payer le loyer correspondant à leur mois de stage.

Seule l'action collective peut payer !

Métallurgie

Chez les métallos, les confédérations CGT-CFDT ont appelé à des débrayages de 4 heures le 18 novembre, avec comme objectif de «contraindre l'UIMM à négocier une convention collective nationale».

Cette convention collective a pour base des négociations sur la grille de classification, et dans le tract CGT-CFDT de mercredi en huit, les travailleurs de Peugeot-Lille ont certainement été très surpris de lire : «exiger une barème national de salaires minima lié à la grille de classifications». Ainsi, les dirigeants CGT-CFDT jettent le masque : en mars dernier, ils s'opposaient à qui mieux mieux, à la nouvelle grille de classification (signée en juin 75 par FO la CGC et la CFTC. La CGT et la CFDT n'avaient pas signé cet accord, et aujourd'hui ils acceptent cette grille contre laquelle des milliers de métallos ont lutté au printemps dernier, à commencer par les travailleurs de Peugeot-Montbéliard !

Qu'il s'agisse, pour la convention collective nationale, de discuter sur la base de la grille actuelle, ou sur la base d'une autre grille nationale, ne change rien à l'affaire. Les grilles de classification avancées par les patrons sont des grilles de déqualification, négocier sur cette base c'est de la collaboration de classe.

Derrière cette opération «négociation pour une convention nationale de la métallurgie» il est facile de découvrir les chefs de file de la bourgeoisie de gauche.

Ce ne sont pas les intérêts des travailleurs qui intéressent les dirigeants syndicaux acquis à l'Union de la (bourgeoisie de) gauche, mais les perspectives des futures élections de 78.

Les travailleurs doivent exiger une simple classification : OS, P1, P2, P3.

D'ailleurs dans le tract de mercredi de la CGT et de la CFDT, on peut lire «Aucun licenciement sans reclassement équivalents (ce qui revient à accepter les licenciements), et aussi : «Garantie de salaire en cas de chômage partiel» (ce qui revient à accepter le chômage), et encore : «Faire intégrer certaines primes dans le salaire» (pas toutes, ce qui revient à maintenir la division artificielle des travailleurs), et enfin : «Une grille nationale de classifications et de rémunérations, de l'OS à l'ingénieur comportant une réelle prise en compte des connaissances acquises (...) et de diplômes» (les OS apprécieront, quant aux ingénieurs et cadres, ils ont de quoi être satisfaits).

Est-ce sur ces bases que la convention collective nationale doit être négociée ?

Les travailleurs peuvent s'interroger !

Mais cela devient clair quand les dirigeants CGT-CFDT exigent des «mesures pour stimuler l'économie» (tract Peugeot) et appellent à «créer les conditions (...) pour les changements démocratiques dont le pays a besoin.» (tract CGT-CFDT Flandres Douaisis).

Manifestations et actions contre les licenciements à Tourcoing-Roubaix

L'entreprise Lestionne, de Roubaix, usine textile licenciée 250 travailleurs. L'usine textile Deffresnes qui appartient au groupe Schlumpf en règlement judiciaire depuis le mois d'octobre menace de licencier 320 travailleurs. Enfin l'entreprise textile Teberghien également en règlement judiciaire depuis février 1975 licenciée 46 travailleurs venant s'ajouter à 150 qui ont déjà eu lieu sur 750 salariés. Comme en écho aux récentes déclarations de Renaud Gillet (président du conseil d'administration de Rhône-Poulenc) qui prévoit 1 400 000 licenciements dans le textile européen sur 4 000 000 de salariés, cette situation révolte les travailleurs et la population de la région.

La situation de règlement judiciaire signifie que l'activité de l'entreprise peut cesser du jour au lendemain sur simple décision du tribunal. La gestion de ces entreprises est confiée à un cabinet d'études la COGEFI qui ponctionne allégrement chaque mois, des sommes farineuses sur le compte de l'entreprise «en difficulté», jusqu'à 150 000 F ! Comme quoi les «difficultés économiques» sont toujours une source de profits juteux pour les requins capitalistes.

A plusieurs reprises, les travailleurs de ces entreprises ont manifesté dans la ville et fait pression sur les différentes autorités locales ou préfectorales qui font promesses sur promesses pour calmer la colère, et font parvenir des dossiers à d'Ornano qui, bien entendu, ne donne aucune suite ! Le 18 novembre, c'est environ 400 travailleurs de ces trois entreprises, unis au coude à coude qui manifestaient à nouveau.

CASTELAIN

Le 18, à Roncq (près de Tourcoing), les travailleurs du bâtiment, notamment ceux de chez A. Castelain (en règlement judiciaire depuis le 12/11. 123 emplois) ont manifesté contre la restructuration capitaliste et les licenciements. Les travailleurs de Castelain sont allés trouver le syndic le lendemain pour réclamer leur salaire d'octobre et le maintien de l'emploi. Ils ont appris là que des lettres de licenciement étaient envoyées.

SIPR



Les ouvriers de la SIPR sequestrent leur patron.

Le 19, à l'issue de leur comité d'entreprise, au cours duquel fut annoncé le projet sur trois ans de fermeture de leur usine, les travailleurs de la SIPR (Tourcoing-groupe Sublistic dont le siège est à Genève-filiale du groupe Prouvost-Masurel) ont séquestré leurs patrons jusqu'à 20 à 6 heures 15, (quand 5 ou 6 cars de CRS sont venus les délivrer) pour s'opposer au transfert de l'usine dans celle de Hénin-Beaumont. Par décision prise en assemblée générale, le soir, ils ont décidé de continuer l'occupation tout le week-end et de continuer la lutte sous d'autres formes.

Ni plan Barre ni programme commun

Les marxistes-léninistes ont entrepris dans toute la France une campagne d'agitation et de propagande dans le cadre de la lutte contre le plan Barre, campagne centrée sur le mot d'ordre «Ni plan Barre, ni Programme commun». En effet, il ne suffit pas de lutter contre l'application du plan Barre. Il faut aussi dénoncer les tentatives de récupération de cette lutte par les révisionnistes et cet autre plan capitaliste qu'est le Programme commun. Face à ces plans bourgeois qui visent à la sauvegarde des monopoles il n'y a qu'une solution, la lutte classe contre classe dans les entreprises et les cités, et l'action révolutionnaire de masse qui seule pourra renverser le capitalisme.



L'Humanité Rouge

Des affiches de l'Humanité Rouge sur le thème de cette campagne sont encore disponibles.



la France des luttes

Au lycée technique Joliot-Curie de Rennes

Opération «Ecole ouverte»

Dans la suite du 37ème Congrès où fut prise la décision d'organiser des journées «portes ouvertes», l'UL-CFDT de Rennes décida du samedi 20 novembre, à 10 h. pour cette opération, devant le lycée technique Joliot-Curie.

On ne peut être que d'accord avec une telle initiative qui invite les travailleurs à s'intéresser aux problèmes de l'école capitaliste, à rencontrer des lycéens et des enseignants pour en débattre. L'école socialiste sera définie par les travailleurs eux-mêmes, aussi, dès aujourd'hui, il faut soutenir toutes les initiatives qui amènent les travailleurs à prendre en considération ces problèmes.

Le SGEN-CFDT et la commission Jeunes-Emploi étaient chargés de la réalisation concrète de cette opération. De nombreux panneaux ont été réalisés sur la sélection, la répression, la réforme Haby et l'école au service des travailleurs.

Des invitations ont été envoyées à la fédération des parents d'élèves Cornec (qui n'a pas daigné répondre...), l'APF, la Famille Rurale, le MRJC et la JOC.

Il est regrettable que le problème de la participation des lycéens n'ait pas été envisagée avec sérieux. Au lycée Joliot-Curie, les seules organisations reconnues par les lycéens sont le comité de lutte et le comité révolutionnaire d'information. Pour le succès d'une telle journée où des lycéens devaient rencontrer des travailleurs, il fallait discuter avec les or-

ganisations lycéennes de leur participation à cette opération.

En plus des panneaux réalisés par la CFDT, le MRJC avait exposé un panneau sur les luttes qu'il a menées avec la Famille Rurale pour la gratuité des transports des élèves. Une telle initiative mettait en évidence un aspect supplémentaire d'oppression de l'école capitaliste et répondait à ce que les travailleurs attendaient d'une telle journée.

La JOC au service du révisionnisme

Par contre, on ne peut pas en dire autant de la JOC. D'abord, la JOC, qui n'avait auparavant jamais manifesté son souci de mobiliser les lycéens du lycée Joliot-Curie contre l'école capitaliste et dont le sigle même était ignoré de la grande majorité d'entre eux, s'est vu accorder

une place de premier choix sans aucun rapport avec son audience réelle. Cette organisation qui était invitée à lancé un ultimatum contre la participation des autres organisations de Joliot-Curie. Ceci se comprend quand on sait que la JOC est en fait une anti-chambre du PCF et du PS et qu'elle applique la ligne révisionniste. Il faut ajouter que la JOC a refusé d'emmener le porte-voix de la CFDT dans le lycée pour appeler les élèves à débrayer. Les raisons invoquées sont : «on ne veut pas que ceci serve de tribune aux gauchistes...» Ceci ne les empêcha pas d'avoir 4 panneaux lors du rassemblement dont un seul parlait vaguement de l'école et les 3 autres vantaient la camelote de l'organisation.

La rencontre entre les travailleurs, les enseignants

et les quelques lycéens présents a eu des aspects très positifs. Deux débats intéressants ont eu lieu, l'un sur l'école et la sélection et l'autre sur ce que doit être l'école au service des travailleurs. L'unité s'est vite réalisée pour condamner l'école capitaliste totalement étrangère à la classe ouvrière et qui sert à reproduire les classes sociales de la société et les rapports entre elles.

«L'école changera en même temps que la société...»

Tout le monde a pu constater que la sélection se fait au détriment des enfants du peuple. Une condamnation a été faite du contenu des cours, de la façon dont la bourgeoisie veut qu'on enseigne l'histoire, le français, les maths, les sciences et même la technique et le sport.

Tout le monde a pu constater qu'une démocratisation de l'école dans le cadre du système capitaliste était impossible, que l'école changera en même temps que la société et que ce sera l'œuvre des millions de travailleurs qui la subissent

et non des seuls enseignants.

Dans le débat sur ce que serait l'école des travailleurs, il a été montré l'importance de la liaison entre la théorie et la pratique et qu'en particulier bien des découvertes scientifiques ont pu être élaborées à partir du travail des ouvriers et des constatations qu'ils faisaient eux-mêmes.

La non-participation des organisations lycéennes a été très mal acceptée par l'assistance. D'abord, des parents d'élèves, travailleurs cédétistes ont publiquement demandé des comptes aux responsables de l'UL.

Certains disaient : «On critique l'administration qui empêche les lycéens de s'exprimer, mais on agit de la même façon vis à vis d'eux...»

Les pratiques antidémocratiques des dirigeants CFDT

Un tel débat était inévitable. Des syndicalistes ont compris à travers cet exemple concret quelles sont les conséquences de la ligne des dirigeants CFDT quand ceux-ci condamnent toute participation avec des «comités». Au contraire, la majorité des syndicalistes

souhaitaient que les lycéens participent à cette journée et donc que les organisations qu'ils reconnaissent soient invitées. Les syndicalistes CFDT ont reçu l'appui des adhérents de l'APF de Maurepas et de la Zup sud présents, ainsi que ceux du MRJC et de la Famille rurale.

Les parents ont eu raison de se révolter car il est incompréhensible que, pour le succès même de cette journée, la rencontre entre les lycéens et les travailleurs n'ait pu être effective. Cette décision est apparue d'autant plus injuste que la JOC a eu une attitude provocatrice en allant au-delà du simple panneau tel qu'il était convenu et en commençant à vendre son journal. Ce qui montrait clairement son mépris pour l'initiative de la CFDT et qu'elle ne comptait l'utiliser qu'à son profit.

Bien que la mobilisation aurait pu être plus importante, cette opération a quand même été très positive, POUR LA PREMIERE FOIS des travailleurs ont pu s'exprimer sur l'école capitaliste.

Correspondant HR de Rennes

PTT- St-Etienne

Comment l'administration exploite et opprime ?

Beaucoup de gens ont besoin de se rendre au bureau de poste pour effectuer diverses opérations. Chacun a pu se rendre compte que le travail de guichet demande une attention soutenue, en parti-

culier pour les employés (très souvent des femmes) ayant à s'occuper de rentrées et sorties d'argent (vente de timbres, opérations diverses sur les carnets épargne, CCP, etc).

les assurés sont d'autant moins remboursés que la fréquence des erreurs est plus grande.

Qu'est-ce qui se cache derrière cette soi-disant «responsabilité» des guichetières ?

Cette «responsabilité» est imposée par l'administration. C'est une exploitation éhontée, car l'employée vend sa force de travail à l'administration qui dicte ses conditions : les guichetières sont la plupart du temps des auxiliaires, avec tout ce que ça signifie, faible salaire, pas de garantie de l'emploi, pas de formation professionnelle. Les erreurs sont imputables à l'administration qui a dicté ses conditions de travail, l'organisation du travail. L'administration est au service de la bourgeoisie, qui détient les rênes de l'Etat, et impose sa dictature de classe. Les employés ont tout à subir, rien à gagner avec cette administration. La seule voie qui mènera à une juste solution des problèmes qui se posent dans ce travail, est l'unité de classe des employés contre la bourgeoisie, représentée ici par la direction du bureau.

Les directions syndicales, bien trop préoccupées de menées électoralistes au service du Programme commun, non seulement ne mènent aucune action pour défendre les employés mais sabotent celles qui peuvent se faire jour (nous en reparlerons prochainement).

Un postier marxiste-léniniste.

Comment ce travail est-il considéré par l'administration des PTT ?

L'administration considère les guichetières comme étant «responsables» de leur caisse ; comment cela se traduit-il ? Chaque jour, à l'employée qui travaille au guichet X, est attribuée une «caisse». Lorsque cette employée termine sa journée, elle rend cette caisse avec le bilan des opérations financières. Si la caisse est juste, l'employée est considérée comme ayant bien travaillé par l'administration. Si la caisse est fautive, mais qu'il y a un excédent, cet excédent rentre dans les caisses de l'administration, après les recherches d'usage, et l'erreur de l'employée est consignée sur son carnet de service. Si la caisse est fautive, mais avec un déficit, c'est là que la responsabilité de la guichetière, vue par l'administration, prend une signification particulièrement éclairante, la guichetière doit rembourser la différence dans les 3 jours.

Ces remboursements, qui sont sous la responsabilité administrative de la guichetière se font selon diverses formules : 1) Si le déficit est de moins de

10 F, la guichetière comble elle-même l'erreur.

2) Si le déficit est de 10 à 100 F, la guichetière peut faire appel à un fonds départemental de l'administration qui comble l'erreur. L'erreur est consignée dans le carnet de service de la guichetière, et des erreurs fréquentes suppriment le droit de recours à ce fonds.

3) Si le déficit est de 100 à 1 500 F, il est comblé momentanément par l'administration ; la guichetière doit avoir comblé la différence dans les trois mois sans quoi elle paie un intérêt sur le montant de l'erreur ! Elle peut être partiellement remboursée par l'administration après enquête soumise à la direction départementale. Cette enquête porte sur le montant et les conditions dans lesquelles l'erreur a été faite. Le carnet de service est bien évidemment pris en compte. Pour compléter le remboursement, les guichetières contractent une assurance, la «Sécurité postale». Conditions de l'assurance : 18 F de cotisation annuelle, 2 F de cotisation mensuelle, 5 F d'adhésion. Mais cette assurance, comme l'administration, tient un fichier et

LE CALENDRIER DE LUTTES 1977

FEVRIER		1977	
1	27	1	27
2	28	28	28
3	29	29	29
4	30	30	30
5	31	31	31
6	1	1	1
7	2	2	2
8	3	3	3
9	4	4	4
10	5	5	5
11	6	6	6
12	7	7	7
13	8	8	8
14	9	9	9
15	10	10	10
16	11	11	11

Le calendrier 1977 comporte 12 grandes photos sur des luttes ou des événements récents, ainsi qu'une linogravure. En outre, un certain nombre d'événements parmi les plus importants de l'histoire du mouvement ouvrier et communiste international (ou du mouvement révolutionnaire international) sont rappelés pour chaque mois de l'année. Que tous nos camarades et amis le diffusent autour d'eux, dans leur usine, leur quartier, leur famille...

Vendu 10 F minimum pour la souscription.



Enfants de travailleurs immigrés

Dans la nuit capitaliste, une force qui grandit pour la révolution

La longue et puissante lutte des habitants des foyers Sonacotra a mis en lumière les terribles conditions d'existence des travailleurs immigrés en même temps que la force considérable qu'ils représentent. Au sein de la classe ouvrière française ils se révèlent comme d'implacables ennemis du capitalisme que les discours de «gauche» ne trompent guère. De ces discours et du capitalisme, ils ont connu la vraie nature, en particulier à travers les luttes de libération de leurs peuples.

La génération qui suit ceux qui affrontent aujourd'hui, dans les foyers comme dans les usines ou sur les chantiers, le capital et ses valets de droite ou de «gauche» est placée dans des conditions telles qu'à n'en pas douter, ils fourniront demain de solides contingents de fossoyeurs du capitalisme.

QUELQUES CHIFFRES

On les oublie trop souvent ! Selon les statistiques établies fin 75, ce sont 4 millions d'immigrés qui vivent actuellement en France (dont 1,4 million entrés depuis 1969).

Parmi eux 2 millions d'actifs, soit près de 9 % de la population active globale de la France, et pas dans les bureaux (sauf pour les nettoyeurs !)

Qu'on en juge ! ils représentent : 31 % dans le bâtiment et les travaux publics ; 30 % dans «hygiène et services domestiques» (comme cela est bien dit) ; près de 20 % dans la métallurgie ; 16 % dans la construction mécanique, etc.

Cela représente, selon ces

chiffres officiels même, un bon 6ème de la classe ouvrière !

Ce bref rappel ne tient pas compte des travailleurs saisonniers... ni sans doute des 3 000 Mauriciens sans papiers dont nous avons parlé récemment, ni de ceux que, comme eux, les statistiques ne peuvent qu'ignorer.



LES ENFANTS

Le ministère de l'Éducation en estime (!) le nombre à environ 900 000 de moins de 16 ans.

Parmi eux, 600 000 sont scolarisés, soit 8 % de l'effectif scolarisé du 1er degré (on ne donne pas de chiffre pour le second degré, et pour cause : ils doivent être bien peu à y parvenir)

Compte tenu de la concentration des immigrés dans les zones les plus industrielles (région parisienne, Rhône-Alpes, Provence Côte d'Azur, etc...), dans les villes de ces zones et dans des quartiers (pour ne pas dire ghettos) de ces villes, la proportion d'enfants étrangers dans les écoles se situe dans de nombreux cas entre 60

et 90 %.

C'est ce que constate une enquête AFP du 21 novembre effectuée dans diverses villes : Villeurbanne, Lyon, Fos sur Mer, Nord est de Paris (Nanterre), etc... L'enquête fait état d'une visite à l'école du port de Gennevilliers : «15 classes en bois coincées entre l'autoroute, les voies de chemin de fer et les bassins du port : les enfants viennent tous de la cité de transit voisine où vivent une centaine de familles maghrébines, plus les célibataires d'un foyer, soit environ 1 500 personnes. Ce ghetto entouré de terrains vagues, à plusieurs kilomètres de

toute vie urbaine, dispose en guise de centre commercial d'un camion où l'on vend de tout mais fort cher. Dans la banlieue nord-est de Paris, dans les faubourg de Lille, à la Croix Rousse à Lyon, à Fos sur Mer, près de Marseille, ils sont des centaines de milliers d'enfants à ne connaître du français que l'argot et de leur langue maternelle qu'un jargon que leurs parents mêmes n'arrivent souvent plus à comprendre».

Gageons que c'est pour cette raison que le roi du Maroc n'est pas allé rendre visite à ses compatriotes nombreux dans ces quartiers ; on peut être sûr qu'il n'aurait pas été «compris» ! A propos, ce généreux souverain sait-il que son régime inspire une telle confiance, que les cours d'alphabétisation (déjà fort rares) assurés par des Marocains ne sont guère fréquentés, ces derniers étant soupçonnés d'être des flics !

L'enquête conclut : «les bidonvilles ont disparu, ou presque, au fil des années, mais la population, son entassement, ses difficultés chroniques, sa misère, souvent, sont restés».

L'enquêteur remarque que l'enfant d'immigré, quoiqu'il connaisse assez mal le français, le connaît mieux que ses parents ; c'est pourquoi il assume souvent dès le plus jeune âge diverses tâches et démarches qui le confronte à l'appareil administratif : le voilà à bonne école pour apprendre vite à combattre l'État capitaliste !

L'enquêteur constate que l'enfant (surtout le maghrébin) est «hyper-méfiant» et «trop souvent agressif».

C'est qu'il est bien placé pour comprendre d'où viennent tous les maux dont il souffre, pour éprouver une grande haine et être agressif à l'égard du système capitaliste !

informations générales

ABONNEZ-VOUS AUX PERIODIQUES CHINOIS

La diffusion des informations sur l'édification du socialisme en Chine et les positions chinoises sur les grandes questions internationales, est une tâche importante de notre travail et de nos idées.

Cinq périodiques de la République populaire de Chine en langue française contribuent à des degrés différents à faire connaître les réalisations du peuple chinois sous la direction de son Parti communiste. Voilà une arme irremplaçable pour l'éducation des marxistes-léninistes et du peuple révolutionnaire de France. Les faire connaître et les diffuser est en même temps un devoir internationaliste à l'égard de la grande Chine socialiste.

LA CHINE : revue mensuelle abondamment illustrée et de lecture aisée, s'adresse à un public très large sur la base de l'amitié entre le peuple chinois multinational

LA CHINE EN CONSTRUCTION : revue mensuelle, traitant de façon plus approfondie l'information générale sur l'édification socialiste de la Chine.

LITTÉRATURE CHINOISE : cette revue mensuelle s'adresse à tous ceux qui veulent connaître la littérature chinoise de la période de la révolution et de l'édification socialiste.

COMMERCE EXTERIEUR EN CHINE : revue trimestrielle consacrée aux réalisations de l'édification économique socialiste en Chine.

Elle explique les principes et la politique de la Chine en matière de commerce extérieur.

PEKIN INFORMATION : hebdomadaire politique publiant des articles théoriques et des documents importants donnant le point de vue officiel sur les questions internationales et l'édification du socialisme en Chine.

Les Éditions du Centenaire lancent une grande campagne d'abonnement. Pour cela sont disponibles des spécimens de revues, des formulaires d'abonnement, catalogues, etc.

Nous demandons à tous les camarades et sympathisants de s'abonner si ce n'est déjà fait, de développer les initiatives pour faire connaître un ou plusieurs de ces périodiques et susciter les demandes d'abonnement.

Selon les demandes, il est également possible de s'abonner à des revues plus spécialisées présentées en langue anglaise :

SCIENTIASINICA : bimestriel 1 an : 42,00 F

CHINESE MEDICAL JOURNAL : bimestriel 1 an : 42 F, ou chinoise (parfois avec résumé en anglais)

LIANHUAN HUABAO : (bande dessinée) mensuelle 1 an : 6,00 F

ZHONGGUO SHEYING : (photographie chinoise) bimestriel 1 an : 22,00 F etc.

NOTE : les abonnements prennent effet environ 2 mois après l'envoi de la demande.

PEKIN INFORMATION :

1 an : 21,00 F ; 2 ans : 31,50 F ; 3 ans : 42,00 F

LA CHINE :

1 an : 17,00 F ; 2 ans : 25,50 F ; 3 ans : 34,00 F

LA CHINE EN CONSTRUCTION

1 an : 14,00 F ; 2 ans : 21,00 F ; 3 ans : 28,00 F

LITTÉRATURE CHINOISE :

1 an : 17,00 F ; 2 ans : 25,50 F ; 3 ans : 34,00 F

COMMERCE EXTERIEUR DE CHINE :

1 an : 14,00 F ; 2 ans : 21,00 F ; 3 ans : 28,00 F

ENVOYER VOS ABONNEMENTS/

REABONNEMENTS à : E 100, 24, rue Philippe de Girard Paris 75 010

COMMUNIQUE

Un comité de soutien s'est constitué à Rennes pour obtenir l'acquittement de Léon Lanoë, éducateur injustement condamné à 4 mois de prison avec sursis sous le prétexte fallacieux «d'incitation de mineurs à la débauche». Ce comité de soutien, qui se réunira le 26 novembre 1976 à la maison de quartier de Villejean pour envisager les initiatives possibles, organise, les 4 et 5 décembre, un forum dont les thèmes retenus sont les suivants :

«justice et travail social» ; «répression et formes de lutte dans le travail social».

Pour contacter le comité, s'adresser à Martine Mériot, 15 square de Nimègue, 35000 Rennes.

QUAND VOUS

AVEZ LU LE

QUOTIDIEN

NE LE JETEZ PAS !

DONNEZ-LE

OU AFFICHEZ-LE !

Rappel de l'administration à propos de la présence du journal en kiosque

Dans le but d'alléger le travail de l'administration et de gagner en rapidité, nous vous communiquons la marche à suivre pour installer de nouveaux kiosques en province et en banlieue. Il faut :

— soit contacter le kiosquiste pour qu'il demande au dépositaire NMPP de la

ville de lui livrer le quotidien ;

— soit aller voir le dépositaire de la ville et lui demander de mettre le quotidien dans tel ou tel kiosque (pour connaître l'adresse du dépositaire, il suffit de demander à n'importe quel kiosquiste qui la connaît sûrement). Dans le cas où le dépositaire

n'est pas livré en Humanité Rouge, il faut nous écrire pour que nous l'installions.

Par ailleurs, nous rappelons que, comme les kiosquistes peuvent mettre fin à la présence du quotidien, il est bon de la contrôler de temps en temps, ainsi que le nombre d'exemplaires et de nous avertir de tout ce qui ne va pas.



Cinéma

Un film de «cape et d'épée» dangereux BARRY LINDON

Un gros battage de publicité a encensé ces temps-ci ce film du cinéaste anglais Stanley Kubrick — auteur également des «Sentiers de la gloire», d'«Orange mécanique» et de «L'Odysée de l'espace».

Cette superproduction n'est toutefois pas une réalisation inintéressante dans le registre des récentes créations du «7e art» bourgeois.

Elle nous conte l'ascension sociale, puis la chute, d'un petit hobereau irlandais du 18e siècle qui, enrôlé par force dans les armées de mercenaires de la Guerre de sept ans (1), — armées de pillards et tueurs qui vivaient du pillage éhonté des paysans — accède à la «promotion» qu'est la noblesse de cour et d'État par le biais de l'espionnage politique (déjà !) et de combines bien au point dans les tripots pour «gentilhommes». Mais il retournera, déchu et infirme, à sa condition première d'aventurier aigrefin, pour n'avoir pas su respecter le code «moral» hypocrite de sa nouvelle classe ni dissimuler sous les conventions «élégantes» l'ignoble violence qui fait le fond du comportement de cette société nobiliaire vivant les dernières décennies de sa domination de classe. Mais, au-delà c'est une vision extrêmement complaisante, acquise à l'idée que ce 18e siècle fut l'apogée du «raffinement», de la «culture», de la «civilisation» : «despotes éclairés», fastes de cour, luxe inouï des grandes familles, érudition intellectuelle, «politesse», etc.

Une peinture sociale réduite aux mesquineries de la classe dominante

Rien n'apparaît, non seulement de la condition misérable et des luttes des paysans, des manouvriers, des ouvriers de la manufacture et mendiants, mais encore de la montée économique et politique de la bourgeoisie commerçante et industrielle. Il n'est guère que la partie du film se déroulant pendant la Guerre de sept ans pour ébaucher à grands traits (mais ceux d'«asociaux», de «têtes brûlées», sans explication de nature sociale) la réalité d'une partie des gens du peuple (la pire, celle vendue aux nobles contre une solde de spadassin). La peinture sociale se concentre sur la description des mesquineries internes, de convenance et d'intérêt, de classe dominante, dont on a peine à discerner la tartufferie des «bonnes manières» : simplement, quelques indications éparses et fugitives,

en coin d'écran et sur la fin, nous rappellent que cette société est condamnée et vouée à la destruction par la Révolution démocratique bourgeoise ; mais toutes les séquences font primer à l'inverse une nostalgie évidente des privilèges oisifs de ces canailles poudrées et perruquées entretenant leurs soieries par la sueur du serf.

De même, au détour d'une séquence, un spectateur averti notera quelques coups d'épingle contre l'occupation coloniale déjà perpétrée par l'Angleterre en Irlande et le mépris du peuple irlandais par une aristocratie anglaise s'en servant comme chair à canon pour ses luttes d'influence sur le continent ; mais quelle discrétion dans ces notations !

Images figées du passé

Et puis, dans la forme, Kubrick a systématiquement reproduit sur le celluloïd de son film les représentations — tantôt académiques, tantôt mignardes et «buccoliques», mais jamais très réalistes — de la peinture de l'époque : la plupart des plans sont cadrés et colorés pour imiter les tableaux des grands artistes du 18e (Gainsborough, Constable, Chardin, G. de La Tour...). Esthétisme pictural fort plaisant à l'œil, il est vrai, mais qui engendre l'absence de tout mouvement, de toute dynamique, de tout sens de l'histoire, et de toute dialectique, tant sociale qu'individuelle : image d'un 18e siècle de musée, statique, figé, exempt de mutations sociales, sans antagonismes ni luttes de classes, simplement conduit à la mort sans qu'on sache trop pourquoi, par «fatalité» ou «victime de ses passions et vices», peut-être...

Un film de cape et d'épée dangereux

«Barry Lyndon», en fin de compte, n'est pas aussi éloigné qu'il n'y paraît, sous son vernis intellectuel, des productions dites de *cape et d'épée* (voir HR du 22/6/76) : sans le mépris

ouvert du peuple, (qui, c'est bien plus simple, demeure invisible) avec le piment de quelques restrictions inoffensives sur la décadence — envers de la «splendeur» — avec une mise en scène à plus gros budget, des images «bien léchées», on y retrouve la même vision idéaliste, passéiste et mystificatrice, de l'histoire.

A sa manière, «Barry Lyndon» exprime l'attitude de la bourgeoisie parvenue à son stade ultime de développement : éprouvant confusément le fait que sa pourriture à elle ne se dissimule pas sous le quart de la «magnificence» factice qu'était parvenue à maintenir la monarchie féodale, jadis délogée, elle n'est même plus capable de dénoncer cette dernière : deux siècles après elle lui envie de nouveau la capacité à «éblouir» le peuple (et surtout à l'affamer !) par ses «grandeurs». Tant il lui fait peur, même rétrospectivement, elle n'ose même plus montrer ce peuple, qui fit un beau jour flamber les châteaux, parce qu'elle sait qu'il donnera aujourd'hui l'assaut à ses banques. Révélant encore les

turpitudes et les crimes de ses nobles prédécesseurs, elle ne le fait plus qu'en filigrane et leur fournit l'alibi du «raffinement», et même, à la fin du film, la vieille rengaine pour esclaves de ce piètre «qualificatif» : l'«égalité devant la mort». Et surtout, comme elle veut quand même, jusqu'au bout ne pas se retrouver seule derrière ses flics comme Louis XVI à l'abri de ses gardes suisses, elle ment, encore et toujours, en falsifiant l'histoire.

Et c'est pourquoi un tel film exerce une portée idéologique encore plus réactionnaire que les navets de «cape et d'épée» dont nous parlions : délibérément, il constitue une invitation séduisante à nous extasier sur des tyrans que même les bourgeois de 89 ont dû guillotiner !

Un lecteur postier

(1) Guerre sanglante qui, de 1756 à 1763, ravagea toute l'Europe centrale, opposant France et Angleterre pour le repartage de leurs empires coloniaux en Inde et sur le continent américain, mais par les Russes, Prussiens et Autrichiens interposés.

culturel

Sports

Allemagne 10 millions pour Beckenbauer !

Un exemple de l'absurdité du système capitaliste :

La Bundesliga — Première division du championnat

ouest-allemand de football — nourrit bien son homme. Selon une enquête de l'hebdomadaire économique Ouest-allemand «Wirtschaftswoche», une bonne vingtaine de footballeurs professionnels en première division, ont des revenus mensuels beaucoup plus élevés que ceux des patrons des industries. Le traitement du Chancelier Helmut Schmidt qui s'élève mensuellement à environ 15.000 Marks (30.000 F) est une misère à côté de ce que touche un Franz Beckenbauer.

(tout au moins en ce qui concerne la partie de ses revenus qui apparaissent publiquement !).

A 18 ans, les titulaires des neufs équipes de la Bundesliga touchent le traitement d'un cadre supérieur, entre 20 et 30 ans il

atteint celui des présidents-directeurs généraux et, à partir de 30 ans, ils peuvent atteindre le statut de millionnaires.

Ce que le chef de gouvernement de Bonn touche par trimestre, le «Kaizer Franz» le récolte en un mois 50.000 Marks (100.000 F).

Le capitaine du Bayern Munich est l'un des joueurs sinon le joueur le mieux rétribué de la Bundesliga. Ses «honoraires» annuels se situent entre 600.000 et un million de Marks (1,2 à 2 millions de francs).

Entraîneurs et directeurs de clubs gagnent des «salaires de misère» si on les compare aux revenus d'un Beckenbauer. C'est ainsi que le directeur commercial du SV Hambourg, Peter Krohn, par exemple touche 100.000 Marks lorsque le chiffre d'affaire dépasse un certain niveau. Robert Schwan (Bayern) et Helmut Grashoff (Borussia M. Gladbach) ont des traitements à peu près semblables.

On n'a guère besoin d'ajouter des commentaires à cette avalanche impressionnante de chiffres. Mais notons quand même à quel niveau la bourgeoisie, en l'occurrence allemande, «s'intéresse» au sport au point d'en faire un commerce de luxe. Il est bien évident que pour payer aussi grassement un joueur comme Beckenbauer, elle y trouve largement ses petits dans l'immense industrie publicitaire, commerciale et idéologique qui tourne autour du sport. En dehors du chômage et de la répression les ouvriers allemands n'ont que le droit d'admirer Beckenbauer et d'acheter des places (très chères) pour le voir.

LE TEMPS DES CERISES

«Le temps des Cerises» par le Théâtre de l'Olivier, en soutien aux Réos à Fougères

sera joué ce soir à la salle polyvalente Réo de Fougères à 21 h. Cette soirée de soutien est organisée par le Comité de lutte Réo et le comité de soutien aux chaussoniers de Fougères.

Vu par Silvestre



L'Humanité Rouge

enquête

Sur le front du logement (2)

«Actions chauffage» : Une lutte qui se heurte à des ennemis multiples

Les HLM passent avec les sociétés de chauffe un contrat qui mentionne le prix de base et une formule de variation du prix de la chaleur. En théorie ils ne servent que d'intermédiaires entre les sociétés de chauffe et les locataires.

Après avoir évalué ce qu'allait coûter chauffage et eau chaude ils réclament aux locataires des provisions ou acomptes mensuels. A la fin de la saison de chauffe ils règlent la facture à la société de chauffage et selon que les locataires ont avancé trop ou trop peu ils se voient rembourser (c'est rare !) ou réclamer de l'argent. En fait les locataires qui sont alertés, comme cela arrive souvent par des augmentations ou des rappels de charge importants, découvrent souvent des «irrégularités de gestion» qui ne sont autre que des profits. Car si les HLM et sociétés de chauffage qui vendent respectivement des loyers et de la chaleur peuvent dans certains cas avoir des différents, ils s'entendent fort bien pour faire le maximum de profits sur le dos des locataires... même si les HLM ne laissent pas apparaître de «bénéfice» !

Les marxistes-léninistes de Borny écrivent fort justement dans leur bulletin «Clarté», à propos d'une lutte contre l'augmentation des acomptes de charges à Logi-est : «Pour nous locataires, il ne s'agit pas de discuter avec ces sociétés

Les locataires qui luttent contre les augmentations de charges de chauffage et d'eau chaude se heurtent déjà directement à leur propriétaire qui fait payer les quittances. Celui-ci ne se préoccupe plus que rarement comme le riche propriétaire ou le vieux rentier d'autrefois qui venait extorquer le loyer aux familles sous peine de les envoyer vivre sous les ponts. Il a de plus en plus souvent l'apparence «sociale» des HLM, offices ou sociétés d'habitation à loyers soi-disant modérés. Mais derrière ce sigle la lutte des locataires démasque assez rapidement les traits du M.«Vautour» d'aujourd'hui.

Dans certains cas la situation est complexe. La municipalité a concédé de la gestion du chauffage de tout un quartier à une société avec laquelle elle a passé un contrat fixant des tarifs qui sont les mêmes pour tous les propriétaires du quartier. La lutte peut alors dépasser le cadre d'une cité pour s'étendre à tout un quartier en faisant directement pression sur la municipalité et la société de chauffe.

Environ 40 % des locataires bloquent depuis février, et courant octobre, le total des sommes bloquées dépasse les 7 millions.

Nous constituons par ailleurs un dossier technique. Ceci n'a pas été une mince affaire car il a fallu OBLIGER l'OPHLM à mettre à notre disposition le contrat passé avec la Secouest (alors qu'il y est «légalement» tenu).

Dans les contacts que nous avons eu avec des responsables de service, ils essaient de présenter l'Office comme un «service public» soucieux de faire de

sociétés de chauffe, dont la «vocation même» est de faire des profits en vendant chauffage et eau chaude. Qu'il s'agisse de chauffage au gaz naturel ou au fuel, de contrat au forfait ou à la kilothermie, on peut compter sur elles pour s'arranger de manière à réaliser des profits fabuleux. Ceci avec la complicité active de l'appareil d'Etat qui est partie prenante dans notre système, justement dénommé «capitalisme monopoliste d'Etat». Il arrive que les sociétés de chaleur passent des contrats concernant des quartiers ou des ZUP entières avec des municipalités, qui, moyennant rétribution, se chargent du «contrôle». Bien souvent, les municipalités, qui cherchent à se présenter comme des «petits» face aux «gros» pour tromper les habitants, se voient soi-disant «imposer» des tarifs exorbitants. Ou alors, elles omettent de réviser en temps voulu la formule de variation du prix. Ainsi à Villejean, la Sobrec a pu, depuis 68, vendre de la chaleur aux habitants en faisant des surprofits importants parce que le prix était toujours calculé sur une base fuel, alors qu'une bonne partie de la chaleur provenait de l'usine d'incinération.

TEMOIGNAGE DE MILITANTS DE VILLEJEAN

Un de nos journalistes est allé interviewer des militants de l'Humanité Rouge de Villejean qui ont participé à «l'action chauffage». Ils ont raconté comment les locataires et copropriétaires avaient été

fins électoralistes. En février 75, une assemblée générale adoptait le mot d'ordre de compte bloqué pour faire pression notamment à travers les HLM sur la trésorerie de la Sobrec.

Nous avons, notamment, posé les questions suivantes :

Comment a évolué cette lutte entre conceptions différentes et quels problèmes avez-vous rencontrés dans l'application du blocage ?

Face à ce mot d'ordre, le PCF s'est démasqué en le critiquant publiquement. Ses deux cellules ont appelé peu après à une manifestation sur le thème : le scandale pétrolier et le programme commun, qui a été un échec complet, mais a favorisé, en créant la division, une certaine démobilité. Lorsque le compte bloqué a «décollé», le PCF a essayé à nouveau, un moment, de récupérer le mouvement, mais sans succès, car il s'était discrédité. La généralisation du blocage a rencontré des difficultés, notamment en raison de la diversité des situations (HLM, copropriété) et du fait qu'il n'a pas été possible de



Manifestation à Villejean.

l'organiser collectivement. Enfin, depuis début 76 surtout, de plus en plus de familles ne peuvent de toute façon plus payer ni charges ni loyer ; par suite du chômage, de la maladie, de difficultés diverses, ce qui passe au premier plan pour elles, c'est le problème de la saisie ou de l'expulsion. C'est le moment qu'ont choisi la Sobrec et les offices pour passer à l'attaque et envoyer dans les HLM les feuilles vertes et roses. Sans proposer d'abandonner le blocage, certains l'ont alors remis en question comme principal moyen d'action et avancé que le plus important était d'étudier à fond les données techniques et juridiques.

Et maintenant, comment voyez-vous la situation ?

La longueur-même de l'action ne manque pas de poser des problèmes, notamment de mobilisation, avec des difficultés qui sont propres à toute action de quartier : grandeur-même de la ZUP, renouvellement de la population, Villejean étant ce qu'on appelle un quartier «passoire», problème de disponibilité après le travail, problème d'efficacité des formes d'action (un refus de paiement ne porte pas de la même manière qu'une grève !). C'est d'ailleurs sur un pourrissement que comptent la Sobrec, qui sort maintenant ses griffes, et la municipalité, qui continue à se dérober. Cette réalité, nous la voyons en face et c'est pourquoi la question d'une mobilisation de masse autour des procès en cours est à l'ordre du jour. Mais ce débat, c'est avec les habitants du quartier qu'il doit avoir lieu...



Les locataires exigent, outre l'annulation des hausses, le remboursement des sommes escoquées.

(Logi-est, HLM), qui s'engraissent sur notre dos, pour savoir si les augmentations, qui frappent toujours les travailleurs, sont justifiées ou non. Ces sociétés immobilières ont leur logique, une logique d'exploiteur dont le but est de faire de l'argent sur notre dos ; nous, nous avons la nôtre, celle des travailleurs qui doivent se battre contre l'exploitation quotidienne sur nos lieux de travail et dans nos cités dortoirs».

TEMOIGNAGE : LES OPHLM CONTRE LES LOCATAIRES

Des locataires qui participent à une lutte contre des augmentations de charges à Lanrua (170 logements), près de Redon, nous font part de leur expérience.

«Nous organisons la lutte : en assemblée générale nous décidons de verser sur un compte bloqué les provisions de chauffage au lieu de les remettre à l'Office. Nous réclamons la révision du contrat et le remboursement des sommes volées.

son mieux pour le bien des locataires ; «s'il augmente les loyers, les charges, c'est qu'il est obligé d'appliquer les arrêtés ministériels, payer les factures, etc.»

En fait l'OPHLM essaie de faire pourrir la lutte, de diviser les locataires, de les intimider. Il a refusé d'intervenir auprès de la Secouest pour qu'elle communique les chiffres de consommation réelle de gaz ; par contre début juillet, l'Office envoie des feuilles d'avertissement aux locataires qui constatent dans la pratique ce que signifie sa soi-disant «neutralité» : cinquante locataires descendent au pied des tours, le soir, et on décide de retourner collectivement les feuilles à l'Office».

SOCIÉTÉS DE CHAUFFE ET MUNICIPALITÉS

La responsabilité première des augmentations de chauffage incombe aux



amenés à étendre la lutte à la totalité de Villejean, dont la ville de Rennes a concédé la gestion du chauffage à la Sobrec. Il leur a fallu lutter alors contre la tendance de militants du PCF et d'autres, également favorables au programme commun, à se livrer à des actions platoniques tout en prenant pour cible à peu près exclusive la municipalité de droite. Il s'agissait de manœuvres évidentes pour récupérer le mécontentement et dévoyer la lutte à des